

---

# CCAP N° 261012

---

---

***Prestations de gestion des déchets de type DAOM et déchets  
multi-filières***

***(Fourniture de contenant, enlèvement, transport, traitement)***

***pour le Groupement Hospitalier de Territoire Cœur d'Occitanie***

---

*Régi par le Code de la Commande Publique*

*Et menée selon la **procédure** des articles R 2124-2, R2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.*

*Établi par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,*

Entre les soussignés :

CENTRE HOSPITALIER D'ALBI, Pouvoir adjudicateur du Groupement Hospitalier de Territoire cœur d'Occitanie, agissant pour le compte du Centre Hospitalier d'ALBI, GAILLAC et GRAULHET en vertu des articles L6132-3 3° et R. 6132-16 du Code de la Santé Publique

d'une part,

***LE POUVOIR ADJUDICATEUR :***

d'autre part ,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

***LE TITULAIRE***

## Table des matières

1.	Définition des parties contractantes.....	4
1.1	Pouvoir Adjudicateur .....	4
1.3	Titulaire.....	4
1.2.1	Identification.....	4
1.2.2	Groupement d'opérateurs économiques.....	4
1.3	Représentation des Parties.....	5
1.3.1	Du Pouvoir Adjudicateur .....	5
1.3.2	Du Titulaire .....	5
2.	Objet du marché public.....	5
3.	.Forme du marché .....	5
4.	Décomposition en lots .....	6
4.1	Décomposition en lots .....	6
5.	Marchés publics complémentaires et/ou de prestations similaires.....	6
6.	Durée du marché public .....	6
7.	Documents contractuels.....	7
8.	Lieux de livraison ou d'exécution .....	7
9.	EXTENSIONS DU MARCHE.....	7
10.	Délais de commande ou d'exécution.....	8
11.	Conditions de livraison ou d'exécution .....	8
11.1	Conditions Générales .....	8
11.2	Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché .....	8
12.	Constatation de l'exécution des prestations .....	9
13.	Modalités de détermination des prix.....	10
13.1	Contenu des prix.....	10
13.2	Prix de règlement.....	10
13.3	Forme des prix.....	10
13.4	Variation des prix .....	10
14.	Clauses de financement et de sûreté.....	11
15.	Modalités de règlement du marché.....	11
15.1	Mode de règlement .....	11
15.2	Avance .....	11
14.3	Cession ou nantissement de créances .....	12
14.4	Paiement.....	12

14.4.1 Répartition des paiements .....	12
14.4.2 Mentions à faire figurer dans la facture.....	12
14.4.3 Présentation des factures dématérialisées .....	12
14.4.4 Traitement des factures .....	13
16. Pénalités.....	14
15.1 Généralités.....	14
15.2 Cumul des pénalités .....	14
17. Responsabilités.....	14
18. Autres obligations du Titulaire .....	14
17.1 Changements affectant le Titulaire.....	14
17.2 Sous-traitance.....	15
17.3 Assurances .....	15
17.4 Obligation de sécurité .....	15
17.5 Obligation de conseil .....	15
17.6 Confidentialité .....	15
19. Modifications du marché public .....	15
18.1 Cession du marché public .....	16
18.1.1 Par le Titulaire .....	16
18.1.2 Par le Pouvoir Adjudicateur .....	16
18.2 Evolution technologique.....	16
20. Résiliation du marché – Exécution par défaut .....	17
19.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché.....	17
19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général .....	17
19.3 Résiliation pour faute du Titulaire .....	17
19.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	17
19.4.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution .....	17
19.4.2 Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire .....	18
19.5 Rupture conventionnelle du marché public .....	18
19.5.1 Mise en œuvre .....	18
19.5.2 Effet de la résiliation .....	18
21. Titulaire étranger.....	18
22. Différends et litiges.....	18

# 1. Définition des parties contractantes

## 1.1 Pouvoir Adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER

22 bd SIBILLE

81000 ALBI

*Établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Cœur d'Occitanie agissant pour le compte du Centre Hospitalier d'Albi en vertu des articles L6132-3 3° et R. 6132-16 du Code de la Santé Publique représenté par Mr Alexandre FRITSCH, Directeur du CH d'Albi..*

## 1.2 Etablissements Bénéficiaire :

Les établissements bénéficiaires sont en charge de la bonne exécution du marché.

Les établissements bénéficiaires ont une entité juridique distinct et donc seront en charge respectivement du paiement de leurs prestations.

## 1.3 Titulaire

### 1.2.1 Identification

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché public avec le Pouvoir Adjudicateur.

### 1.2.2 Groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, les parties conviennent expressément que **le mandataire est solidaire**, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis du Pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché public.

Dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le Pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Pouvoir Adjudicateur invite les opérateurs groupés à désigner, dans un délai de quinze (15) jours, un nouveau mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

En matière de pénalités, ces dernières sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente ou à défaut de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur le montant dû au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur.

## 1.3 Représentation des Parties

### 1.3.1 Du Pouvoir Adjudicateur

Dès la notification du marché public, le Pouvoir Adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché public, conformément à l'article 7 du CCAG-FCS (version 2021).

La personne ainsi désignée n'est pas habilitée à engager juridiquement le Pouvoir Adjudicateur.

Seul le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant légal est compétent pour prendre les décisions prévues au marché public, notamment celles relatives aux vérifications, aux prolongations de délai ou à l'application des pénalités.

### 1.3.2 Du Titulaire

Dès la notification du marché public, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du Pouvoir Adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché public, conformément aux stipulations de l'article 7 du CCAG/FCS.

Le représentant du Titulaire ainsi désigné est l'interlocuteur du Pouvoir Adjudicateur pendant toute la durée du marché public. Le Titulaire désigne dans les mêmes conditions un représentant suppléant qui intervient en cas d'empêchement du représentant du Titulaire.

## 2. Objet du marché public

Le présent marché constitue un accord-cadre au sens de l'article R2162-1 du Code de la commande publique

Cet accord cadre a pour but de définir les conditions techniques et financières suivant lesquelles le Titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes : prestation de gestion des déchets de type DAOM et Multi-filière (fourniture de contenants, enlèvement, transport, traitement) et de divers déchets du CHA, du CH de Gaillac et du CH de Graulhet et de leurs annexes

Il s'agit d'un marché de services comportant la fourniture accessoire de matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations (contenants, bacs, bornes, etc.).

Les prestations sont exécutées dans le respect des dispositions du **Code de l'environnement** (articles **L.541-1 et suivants**) et des **réglementations en vigueur** relatives à la gestion des déchets, notamment le **décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021** relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

## 3. .Forme du marché

**L'accord cadre est passé avec un montant max de :**

Lot 1 : 1 400 000€ HT

Lot 2 : 650 000€ HT

Lot 3 : 230 000€ HT

Lot 4 : 140 000€ HT

Lot 5 : 30 000€ HT

**Il donnera lieu à l'émission de bon de commande.** « en application des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique

Chaque accord cadre (lot) sera attribué à un seul opérateur économique

Les quantités mentionnées dans l'état récapitulatif des besoins sont purement indicatives et non contractuelles ; elles ont été calculées en fonction des constats de l'exercice précédent ou de calculs théoriques.

## 4. Décomposition en lots

### 4.1 Décomposition en lots

Le présent marché est alloté conformément aux articles L.2113-10 à L.2113-13 du Code de la commande publique.

Le marché public est passé en cinq lots.

Lot(s)	Désignation
1	La location, la pose et enlèvement de compacteurs, la fourniture de contenants, l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets de types DAOM et les déchets recyclables – CH Albi, EHPAD de la Renaudie, Blanchisserie, HAD
2	La fourniture de GRV, l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets de types DAOM et les déchets recyclables – CH Gaillac, SSR Lauzeral, EHPAD St André et CH Graulhet, EHPAD St François, EHPAD Pré de Millet
3	La fourniture de contenants, l'enlèvement, le transport et le traitement des biodéchets
4	Location, pose, enlèvement de bacs, des autres contenants et traitement de divers déchets (voir détail annexe 6)
5	La fourniture de contenants spécifiques pour le papier et traitement de tous les types de papier confidentiel, pose et enlèvement de ces contenants et bennes,

## 5. Marchés publics complémentaires et/ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique, pour les marchés publics de services, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché public.

## 6. Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une durée de 4 ans ferme à compter du 01/03/2026

Dans toutes les hypothèses de fin de contrat, le titulaire s'engage à assurer la continuité du marché, sur une période ne pouvant pas excéder six mois et au prix du marché antérieur, en attente de la mise en place du nouveau marché.

## 7. Documents contractuels

Le marché public est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière par lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- les autres modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux accords-cadres publics de fournitures courantes et de services 2021 (arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du Titulaire ;
- le cas échéant, les conditions générales de vente du Titulaire. sous réserve qu'elles ne soient pas contraires aux stipulations des documents précédents

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

## 8. Lieux de livraison ou d'exécution

### Albi :

Les prestations se dérouleront sur 4 aires de collectes réparties en 2 lieux géographiques, le CH D'ALBI et rue de la renaudie (HAD, BLANCHISSERIE et EHPAD) à Albi.

### Gaillac :

Les prestations se dérouleront sur 5 aires de collectes réparties en 4 lieux géographiques, le CH de Gaillac (avenue René Cassin et chemin de la Malautie), SSR Lauzeral rue de la Maladrerie et EHPAD St André à Gaillac.

### Graulhet :

Les prestations se dérouleront sur 3 aires de collectes réparties en 3 lieux géographiques, le CH de Graulhet, EHPAD St François et EHPAD Pré de Millet à Graulhet.

La liste des lieux d'exécution est susceptible d'évoluer, dans la limite de prestations de nature et d'importance équivalentes, au cours du marché public (déménagement, suppression ou ajout de site), sans incidence substantielle sur le prix unitaire ou la durée d'intervention pour le Pouvoir Adjudicateur.

## 9. EXTENSIONS DU MARCHE

Les établissements publics de santé situés à proximité des Hôpitaux du présent marché sont susceptibles d'intégrer le Groupement Hospitalier de Territoire Cœur d'Occitanie.

Dans le cas où un ou plusieurs de ces organismes intégreraient effectivement le GHT, ils verront le présent marché et l'ensemble de ses conditions s'étendre à leur profit s'ils en font la demande, et ce sans que la durée de l'accord-cadre et les montants exprimés par lots en soient modifiés.

Cette extension ne constitue pas une **modification substantielle** du marché au sens des articles **R.2194-1 à R.2194-5** du **Code de la commande publique**, dès lors qu'elle n'affecte pas l'objet du marché ni son équilibre économique.

Cela est également le cas pour les établissements membres de notre GHT qui ne sont pas indiqués sur la présente page de garde. Notamment le site de Rabastens pour les lots 2,3,4,5.

## 10. Délais de commande ou d'exécution

Les prestations devront être exécutées dans les fréquences et horaires de collecte exprimés dans le CCTP et ses annexes.

Cependant, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article **14.3 du CCAG-FCS 2021**, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait du Pouvoir Adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

## 11. Conditions de livraison ou d'exécution

### 11.1 Conditions Générales

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (normes et spécifications techniques applicables telles que visées au sein des DTO).

Toutes les prestations sont soumises à l'obligation de résultats sur la base des engagements des candidats et des exigences minimales prévues au CCTP.

En cas de perturbation du système de traitement quelle qu'en soit la raison, le titulaire devra continuer à prendre en charge, au même tarif, les déchets produits et les incinérer ou les traiter dans une unité agréée, selon la réglementation en vigueur. Le Titulaire présentera une solution de rechange dont il disposera de façon immédiate.

Il devra recourir à un exutoire ou une installation de traitement agréée, conformément aux dispositions de l'article L.541-22 du Code de l'environnement, et proposer sans délai une solution de rechange assurant la continuité du service.

La totalité des prestations de collecte interne des déchets de type DAOM et autres seront exécutées dans le respect :

- de la réglementation en vigueur (cf. principaux textes législatifs et réglementaires concernant les déchets) ;
- du règlement intérieur et du règlement sécurité de l'établissement ;
- des fréquences de collecte et planning d'enlèvements des ordures ménagères, des jours ou des tranches horaires indiquées au CCTP ;
- du respect de la confidentialité.

### 11.2 Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché

Le Titulaire s'engage, au titre du marché public qui lui est confié, à garantir la qualité des fournitures ou prestations qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché public.



Cette obligation de conformité de la qualité des fournitures aux éventuels spécimens s'applique également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution.

## 12. Constatation de l'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché et sont soumises à une obligation de résultats basée sur les engagements du titulaire et les exigences minimales prévues au CCTP.

Les opérations de vérification et de réception des fournitures / prestations, seront effectuées par les établissements bénéficiaires et ce, conformément aux dispositions des articles 30 à 33 du CCAG-FCS (version 2021).

- Pour l'enlèvement, le transport et le traitement des DAOM, sélectifs et cartons, (lot 1 et 2) le titulaire fournira trimestriellement au responsable des services économiques, un état chiffré et détaillé reprenant ces éléments :
  - les quantités mensuelles de DAOM, sélectifs et cartons (en tonne ou en kg) éliminés avec les variations montrant les progressions en positif ou négatif et permettant une analyse de l'activité de la production déchets ;
  - les bons d'élimination des déchets, les tickets de pesée seront adressés par voie dématérialisée ou seront joints à la facture mensuelle en tant que justificatif de paiement. Le défaut de transmission des justificatifs suspend le délai de paiement. Si les justificatifs ne sont pas fournis dans un délai de 8 jours après la suspension, la facture sera alors rejetée sur CHORUS
- Pour l'enlèvement, le transport et le traitement des biodéchets, (lot3) le titulaire fournira trimestriellement au responsable des services économiques, un état chiffré et détaillé reprenant ces éléments :
  - les quantités mensuelles de biodéchets (en tonne ou en kg) éliminés avec les variations montrant les progressions en positif ou négatif
  - les bons d'élimination des biodéchets, les tickets de pesée seront adressés par voie dématérialisée ou seront joints à la facture mensuelle en tant que justificatif de paiement. Aucune facture ne sera enregistrée ni mise en paiement sans ces justificatifs.
- Pour l'enlèvement des autres déchets (lot4) le titulaire fournira à chaque prestation au responsable des services économiques, un état chiffré et détaillé reprenant ces éléments :
  - les quantités par type de déchet (en tonne ou en kg) éliminés.
  - les bons d'élimination des déchets, les tickets de pesée seront adressés par voie dématérialisée ou seront joints à la facture ponctuelle en tant que justificatif de paiement. Aucune facture ne sera enregistrée ni mise en paiement sans ces justificatifs.
- Pour l'enlèvement, le transport et le traitement des papiers, (lot5) le titulaire fournira à chaque prestation au responsable des services économiques, un état chiffré et détaillé reprenant ces éléments :
  - les quantités mensuelles de papiers (en tonne ou en kg) éliminés avec les variations montrant les progressions en positif ou négatif et permettant une analyse de l'activité de la production papier ;
  - les bons d'élimination des papiers, les tickets de pesée seront adressés par voie dématérialisée ou seront joints à la facture mensuelle en tant que justificatif de paiement. Aucune facture ne sera enregistrée ni mise en paiement sans ces justificatifs.

## 13. Modalités de détermination des prix

### 13.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés.

### 12.2 Prix de règlement

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

### 12.3 Forme des prix

Le marché public est traité sous la forme de prix unitaires (HT). Pour chacun des lots, les prestations comprennent notamment la mise à disposition des contenants, l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets.

Les prix du marché public figurent à l'acte d'engagement ou dans ses annexes financières.

### 12.4 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché.

À compter de la deuxième année, ils sont révisibles annuellement selon la formule paramétrique ci-après. La révision s'applique à la date anniversaire de notification du marché.

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial le coefficient de révision  $C_n$  calculé comme suit :

$$C_n = 0,15 + 0,55 \times \frac{ICMO3_n}{ICMO3_0} + 0,15 \times \frac{Carburant1870_n}{Carburant1870_0} + 0,15 \times \frac{FSD1_n}{FSD1_0}$$

Avec :

- ICMO3 : indice du coût de la main-d'œuvre – collecte des ordures ménagères (INSEE)
- Carburant 1870 : indice des prix à la consommation – gazole – base 2015 – France métropolitaine (INSEE)
- FSD1 : indice « Frais et services divers » (INSEE)

Le mois 0 correspond au mois de remise des offres, et les indices de période n sont les derniers indices connus au moment de la révision.

La révision est appliquée sur la base des indices publiés par l'INSEE.

Le Titulaire communique au Pouvoir Adjudicateur, au moins un mois avant la date d'application de la révision, le tableau actualisé des prix résultant de la formule ci-dessus.

À défaut, les nouveaux prix ne sont pas applicables pour la période concernée.

À cet effet, le Titulaire fait parvenir le tableau des prix révisés résultant de l'application de la formule de révision prévue au présent article., par courrier AR à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier  
Direction des Fonctions Supports  
22 Bd SIBILLE  
81000 ALBI

Clause de sauvegarde :

Si, pour une ligne du bordereau des prix unitaires, la révision calculée conformément à la formule prévue au présent article conduit à une augmentation supérieure à 4 % par rapport au prix de l'année précédente, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier la partie non exécutée du marché concernée par cette ligne, sans indemnité.

Cette appréciation est effectuée ligne par ligne, à la date d'application annuelle de la révision.

La résiliation prend effet après notification au Titulaire d'un préavis d'un mois.

## **14. Clauses de financement et de sûreté**

Le marché public ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R 2191-32 à R 2191-44 du Code de la Commande Publique.

## **15. Modalités de règlement du marché**

### **15.1 Mode de règlement**

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif.

Chaque commande fait l'objet d'une admission et d'un règlement dès sa réalisation.

### **15.2 Avance**

Conformément aux dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-12 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au Titulaire du marché public lorsque le montant initial de ce marché public ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé selon les règles prévues par la réglementation en vigueur.

L'avance est versée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification du marché ou du bon de commande ouvrant droit à cette avance.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché public. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, ; son remboursement s'effectue toutefois de manière progressive conformément aux seuils de 65 % et 80 % prévus ci-dessus.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

### 14.3 Cession ou nantissement de créances

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au Pouvoir Adjudicateur. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 27 décembre 2021 relatif au certificat de cessibilité des créances issues des contrats de la commande publique.

### 14.4 Paiement

#### 14.4.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché public. Le paiement des prestations est effectué sur un compte unique géré par le mandataire du groupement, lequel assure la répartition entre les cotraitants.

A l'issue de l'attribution du marché public, si le groupement retenu n'est pas solidaire, le Pouvoir Adjudicateur imposera la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, conformément à l'article R 2142-22 du Code de la Commande Publique.

#### 14.4.2 Mentions à faire figurer dans la facture

Après livraison, le Titulaire présentera au service économique de chaque établissement bénéficiaire, une facture où devront figurer, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché public et son objet,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est établi une facture par mois pour le lot 1, 2 et 3 et ponctuellement pour le lot 4 et 5.

#### 14.4.3 Présentation des factures dématérialisées

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le Pouvoir Adjudicateur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire. (G3+N°)

Le numéro SIRET à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépose des factures sous Chorus Pro sont :

Pour CHA :

- SIRET : 268 100 013 00013
- Code service Chorus Pro : SEFAC

Pour le CH de GRAULHET

- SIRET : 268 100 062 00069
- Code service Chorus Pro : Néant.

Pour le CH de GAILLAC

- SIRET : 268 100 146 00011
- Code service Chorus Pro : DAEL

#### 14.4.4 Traitement des factures

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R 2191-23 à R 2191-31 du Code de la Commande Publique. Conformément à l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé, à compter de la date de réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur ou, si l'admission des prestations intervient à une date postérieure à la réception de la facture, à compter de la date d'admission des prestations.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera rejetée et renvoyée au Titulaire. Le paiement sera jusqu'à réémission de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

En particulier, aucune facture ne sera réglée si elle contient des tarifs ajustés ou révisés d'office par le Titulaire, sans avoir fait l'objet d'une demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure décrite à l'article consacré aux variations de prix.

Les coordonnées du comptable assignataire des paiements figurent en annexe du présent document. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait et, notamment, par sa carence à produire les pièces nécessaires à la mise à jour administrative du marché public et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire. Tous les motifs de retards imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

## **16. Pénalités**

### **15.1 Généralités**

Par dérogation à l'article 36 du CCAG/FCS 2021, et dans le cadre de l'obligation de résultat, des pénalités pourront être appliquées. Les manquements du prestataire identifiés, ainsi que les modalités de calculs de ces pénalités sont détaillés dans l'Annexe 1 « Tableau de Pénalités ».

Pour chaque lot, le montant cumulé des pénalités appliquées au cours d'un même mois ne peut dépasser 10 % du montant hors taxes des prestations admises pour ce mois. Cependant, si la somme des pénalités dépasse ce seuil de 10%, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute (voir article 19.3 du C.C.A.P.).

Les manquements susceptibles d'engendrer l'application de pénalités peuvent être constatés par le Pouvoir Adjudicateur à tout moment.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ;

### **15.2 Cumul des pénalités**

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-FCS2021, les pénalités sont dues dès le premier euro.

## **17. Responsabilités**

Il est fait application de l'article 12 du CCAG/FCS.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations d'exécution ainsi, conformément à l'article 19 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

## **18. Autres obligations du Titulaire**

### **17.1 Changements affectant le Titulaire**

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- ses coordonnées bancaires ;
- toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché.
- Toute procédure de sauvegarde, de liquidation ou redressement judiciaire.

Le Titulaire fait parvenir au Pouvoir Adjudicateur, le cas échéant, , K bis numérique (INPI) ou D1 à jour des modifications, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, par courrier envoyé à l'adresse indiquée à l'article 0 du présent C.C.A.P.

## **17.2 Sous-traitance**

Le marché peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, et conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS (version 2021) .

## **17.3 Assurances**

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché public et ce, en application de la réglementation en vigueur.

Il est fait application de l'article 11 du CCAG/FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché public.

## **17.4 Obligation de sécurité**

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel et de veiller à leur stricte application.

## **17.5 Obligation de conseil**

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché public. Il s'engage à informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché public, telles qu'elles ont été définies dans le présent C.C.A.P. et au C.C.T.P.

## **17.6 Confidentialité**

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5 du CCAG/FCS.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché public.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

## **19. Modifications du marché public**

Outre les éventuelles stipulations relatives aux révisions de prix ou au fractionnement du marché public, le présent marché public comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique :

## 18.1 Cession du marché public

### 18.1.1 Par le Titulaire

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché public à un tiers quelconque sans autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner prévue aux articles L 2141-1 ou L 2141-7 à L 2141-11 du Code de la Commande Publique (*formulaire DC1 complété*) ;
- un extrait K, K bis ou D1 de moins de six mois, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, ainsi que l'identité mandataires sociaux et, le cas échéant, les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard vingt (20) jours ouvrés après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le Pouvoir Adjudicateur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

### 18.1.2 Par le Pouvoir Adjudicateur

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) du Pouvoir Adjudicateur, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit avec le plus grand degré de détail possible, la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le marché public et tout autre document contractuel auquel le Pouvoir Adjudicateur est partie, pourra être exécuté au profit de nouveaux sites ou établissements, ou cédé à une nouvelle entité juridique ; dans tous les cas, le marché public sera poursuivi sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché public.

## 18.2 Evolution technologique

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché public, le Titulaire aura la possibilité, après accord du Pouvoir Adjudicateur, de remplacer les produits faisant l'objet du marché public par des produits plus performants ou d'inclure au présent marché public des produits similaires de technologie nouvelle, à condition que le Titulaire s'engage à maintenir, pour le moins, le prix qu'il aura consenti lors du dépôt de son offre pour le lot considéré.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyse ou d'évolution réglementaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après préavis de 3 mois, par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS.



## **20. Résiliation du marché – Exécution par défaut**

### **19.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché**

La résiliation pour événements extérieurs au marché public peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 30 du CCAG/FCS.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

### **19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 31.2.1 du CCAG/FCS, une résiliation du marché public par le Pouvoir Adjudicateur pour motif d'intérêt général, n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché public et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché public.

### **19.3 Résiliation pour faute du Titulaire**

Le marché public peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 31.1 du CCAG/FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché public, tombe sous le coup d'une interdiction de soumissionner prévue aux articles L 2141-1 ou L 2141-7 à L 2141-11 du Code de la Commande Publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'application répétée au moins deux fois, d'un montant de pénalité mensuel excédant 10% du montant global mensuel par lot.

Sauf dans les cas cités à l'article 31.1.2 du CCAG/FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché public, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché public.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

### **19.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

#### **19.4.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution**

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant. Cette exécution par défaut peut être mise en œuvre sans mise en demeure préalable.

Dans ce cas, le Titulaire du marché public est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de son impossibilité d'exécution ainsi que de la date de reprise de la réalisation : à défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution pour l'autre fournisseur, et le Titulaire du marché public en supportera les conséquences financières.

#### 19.4.2 Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 31.1.3 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché public aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché public, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits du Pouvoir Adjudicateur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir Adjudicateur.

### 19.5 Rupture conventionnelle du marché public

#### 19.5.1 Mise en œuvre

Les Parties peuvent, d'un commun accord, mettre fin au marché avant son exécution complète. A défaut d'accord, la résiliation peut intervenir selon les cas prévus aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS et sous réserve des dérogations éventuellement prévues par le présent C.C.A.P.

La rupture conventionnelle prend la forme d'un avenant de résiliation qui stipule, le cas échéant, le montant des créances restant dues par le Pouvoir Adjudicateur, le montant des pénalités dues par le Titulaire, l'éventuel droit à indemnité du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire, et toute autre somme due par l'une ou l'autre des Parties en application du marché public.

Cet avenant est signé par les représentants légaux des Parties contractantes du marché public.

#### 19.5.2 Effet de la résiliation

Les commandes reçues par le Titulaire avant la date d'effet de la rupture du marché sont honorées, quelles que soient les dates d'exécution ou de livraison effectives.

La rupture met fin aux relations contractuelles à la date fixée dans l'avenant, ou, si l'avenant ne précise pas sa date d'effet, à sa date de notification.

## 21. Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA, conformément aux règles d'autoliquidation applicables aux prestations de services intracommunautaires. Le Pouvoir Adjudicateur autoliquide alors la TVA en France au titre de l'article 283-2 du Code général des impôts.

## 22. Différends et litiges

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché public sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 34 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.